



N°20 – septembre 2018

Le billet



Tout est lié !

Les droits collectifs contre l'individualisation des droits. C'est ainsi que l'on pourrait résumer les contre-réformes de ce gouvernement hybride composé de libéraux issus de la droite et du parti socialiste (sic) s'appelant LAREM, la République en Marche vers la régression. C'est ainsi aussi que l'on fixe les luttes qui doivent être menées. C'est clair, net et précis !

La mise en place de la CSG associé avec le prélèvement à la source se substituant à la cotisation maladie conclut un cycle entamé en 1991 par M. ROCARD met en grave danger notre sécurité sociale de 1945 par une Étatisation. L'État, par le biais du gouvernement, fait main basse sur nos cotisations sociales et détourne de son objet la finalité de toute l'architecture de notre protection sociale collective.

C'est la raison pour laquelle FO avait dès la création de la CSG dénoncé cette mesure. Ainsi, l'État pourra dans les années qui viennent fusionner la loi de finances de la sécurité sociale avec la loi de finances qui tient compte des aléas et du contexte social et économique en fonction des périodes de croissances ou de récession ou d'austérité.

C'est dans cet esprit et sous le prétexte fallacieux d'équité, que le projet de réforme des retraites vise à unifier tous les régimes par l'instauration d'un système unique de retraites par points ! Exactement la même méthode qu'avec la CSG ! Nous ne sommes pas dupes de ces tours de passes passes qui obéissent aux directives de la commission européenne qui incitent les gouvernements à privilégier des fonds par capitalisation. Tous les matériels sont sur notre site internet : fo93.fr

Nous réaffirmons, s'il en était besoin, notre attachement viscéral à notre système de retraite par répartition qui est basé sur la solidarité ouvrière : les cotisations basées sur les salaires des actifs servent à payer les retraités. Ces cotisations sont constitutives des futurs droits à la retraite et ne dépendent pas des fonds de pensions ni de la spéculation. Il s'agit maintenant de se préparer à la riposte d'ampleur nécessaire pour rejeter ces projets.

Cordialement,
Réza PAINCHAN
Secrétaire Général

La Citation

*“Le mot ‘résister’
doit toujours
se conjuguer
au présent”*

Lucie AUBRAC

**APPEL
À LA MOBILISATION
GÉNÉRALE**

NON
au système
de retraite
par points
NON
à la régression
sociale

**TOUS
À MONTPARNASSE
LE OCTOBRE 2018
À 14 HEURES**

PLAN PAUVRETÉ : **Aide-toi, Jupiter t'aidera ! ... Ou pas.**

Alors que les inégalités explosent et que les moins riches deviennent chaque jour plus nombreux, Force Ouvrière fondait de grands espoirs dans le Plan Pauvreté annoncé par le gouvernement.

Or, sur un plan strictement comptable, face à 150 milliards d'aides publiques dédiées aux entreprises en seulement un an, les 8 milliards annoncés semblent relever de l'aumône. Peu de moyens donc, mais une ambition clairement affichée : la mainmise absolue de l'État sur toutes les politiques d'accompagnement et d'insertion et évidemment de leurs budgets respectifs – 80 milliards d'euros rien que pour la politique familiale, du logement et les minima sociaux. En matière de gouvernance, le cynisme est au rendez-vous en annonçant confier un rôle clé aux départements, alors même qu'une réflexion sur leur disparition a été engagée par ce même gouvernement. Le résultat est clair et en cohérence avec ce que Force Ouvrière a toujours dénoncé : une décentralisation à la carte des politiques sociales avec pour conséquence une inégalité généralisée.



L'annonce du plan pauvreté du chef de l'Etat a le mérite de parachever sa vision d'un « nouveau monde » où la France, start-up nation, serait un grand marché où les derniers de corvée auraient des « devoirs » afin de s'assurer une maigre chance de survie.

Alors que s'achève une première année dédiée aux premiers de cordée, avoir multiplié les cadeaux aux plus aisés, avoir dérèglementé et privatisé à tout-va et avoir préparé le terrain de l'état de marché où règnent la loi de la jungle et le chacun pour soi, il est temps de faire rentrer dans le jeu de la concurrence les 90 % restants de derniers de corvée et en particulier ceux qui « coûtent un pognon de dingue ».

Deux angles d'attaque principaux voient le jour, dès le plus jeune âge une identification au sein des « gens qui ne sont rien » au cas où se trouverait « un petit Mozart » à-même de rejoindre le club restreint des premiers de cordée. Pour les autres la mise en place d'un « contrat d'engagement réciproque » par lequel chaque pauvre doit, dans le cadre d'un « projet productif » gagner sa « dignité » en prenant part à l'activité du pays et en remplissant des critères fixés par la puissance publique afin de percevoir un « revenu universel d'activité », filet de sécurité minimal que FO condamne fermement.

Fin du modèle social, fin de toute valeur républicaine de solidarité, fin des droits collectifs et individuels sans condition. **Du passé il fait table rase, nous ne sommes rien soyons tout !**

Paris, le 13 Septembre 2018
Pascal PAVAGEAU
Secrétaire général